

## RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

### A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

#### I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du Projet: Prêt FAD N°2100150007697 et Don FAD N°2100155002367 ID : P-CD-AA0-001	Titre du Projet: Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural dans les provinces de Bandundu et Bas Congo (PARSAR)	Pays: République Démocratique du Congo (RDC)	
Instrument(s) de Prêt: Prêt FAD et Don FAD		Secteur: Agriculture	Catégorie Environnementale: 2
Engagement Initial: Prêt FAD: 18.000.000 UC Don FAD: 7.000.000 UC	Montant Annulé : S.O	Montant Décaissé: Prêt FAD: 17.711.965,50 UC ; Don FAD: 6.968.276,95 UC	% Décaissé: Prêt FAD: 98,40% Don FAD: 99,55%
Emprunteur: Gouvernement de la République Démocratique du Congo			
Organe(s) d'Exécution: Unité d'Exécution des Projets (UEP) BAD/Bureau Central de Coordination-BCECO(3 1ères années) et UEP/ Ministère de développement rural (par la suite); Agences locales d'exécution (CIMA, BEST LAND RESSOURCES); Entreprises; Bureaux d'études, etc.			
Co financiers et Autres Partenaires Extérieurs: Gouvernement Congolais et bénéficiaires: 3,01 millions UC			

#### II. DATES CLES

Note de Concept du Projet Approuvé par OpsCom: S.O	Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops : S.O	Approbation par le Conseil d'Administration : 19.05.2004	
Restructuration(s)			
	Date initiale	Date effective	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	01.01. 2005	04. 02. 2005	1
REVUE A MI-PAROURS	04. 02. 2007	26. 07. 2008	18
CLÔTURE	31. 03. 2011	30. 03. 2012	12

### III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	3
	Réalisation des Rendements	3
	Respect du Calendrier	3
	<b>RENDEMENT GENERAL DU PROJET</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	3
	Supervision	3
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation	2
	Exécution	2
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>2</b>

### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	S.O	M. KANGA, Directrice ORCE
Directeur Sectoriel	C. R. SPENCER, Directeur OCAR	A. BEILEH, Directeur p.i OSAN
Chef de Division du Secteur	J. P. RIGOULOT, Chef de Division OCAR.3	J. MWANGI, Chef de Division OSAN.3
Chef de Projet	L. KANE	K. LAAJILI, OSAN.3
Chef de l'équipe du RAP		M. AYACHI, OSAN.3
Membres de l'équipe du RAP		K. LAAJILI, OSAN.3, B. KADIATA, CDFO

## B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Le secteur agricole et rural, principale source de revenu de la majorité des populations, se trouve profondément affecté par les conflits armés qui ont eu pour conséquence le délabrement des infrastructures de production agricole et de commercialisation des produits. Pour faire face à la régression du secteur agricole, le Gouvernement a élaboré une stratégie de développement agricole axée sur : (i) le renforcement des capacités des services d'appui ; (ii) le désenclavement des zones de production; et (iii) la production et la diffusion des semences améliorées. Pour appuyer cette stratégie, la Banque a financé les actions du PARSAR afin de restaurer et remettre en état de fonctionnement normal une partie des infrastructures rurales dans les provinces de Bandundu et de Bas Congo pour la relance de la production agricole. Le portefeuille du secteur agricole et rural de la Banque comprend quatre opérations nationales (PARSAR, Projet de réhabilitation du secteur agricole dans les provinces des deux Kasai et du Katanga (PRESAR), Projet d'appui au développement des infrastructures rurales, et Etude du secteur agricole) et 2 projets régionaux (Projet d'appui à l'aménagement intégré du lac Tanganyika, et Projet d'appui à la conservation des Ecosystèmes du bassin du Congo). La performance de ces opérations est relativement satisfaisante. Les principales faiblesses constatées se rapportent aux aspects suivants : (i) la capacité institutionnelle de l'administration congolaise nécessite encore du renforcement, (ii) la faible qualification des entreprises locales de travaux qui affecte la qualité des réalisations et (iii) la non maîtrise des règles de passation des marchés et de gestion comptable et financière de la Banque. Les faiblesses de la Banque concernent le manque de certaines expertises dans les missions de supervision et l'insuffisance des formations des CEP en acquisition et en gestion financière des projets. Les principaux bailleurs de fonds et projets financés dans le secteur agricole et rural sont les suivants : Coopération belge : (i) Projet d'appui à la production végétale et semencière, (ii) Projet de pêche artisanale et pisciculture, (iii) Projet d'horticulture urbaine et périurbaine, (iv) Projet de soutien aux initiatives rurales et semi-urbaines des associations agricoles ; FIDA/OPEP/Fonds belge de sécurité alimentaire : (i) Programmes Intégrés de Réhabilitation de l'Agriculture dans la Province du Maniema, (ii) Programme de Relance de l'Agriculture dans la Province Orientale , et (iii) Programme de Relance de l'Agriculture dans la Province de l'Equateur; Banque Mondiale : Projet d'Appui à la Relance et la Réhabilitation du Secteur Agricole à l'Equateur et Kinshasa ; UE : (i) Projet de rétablissement des filières d'écoulement des produits dans le District de Tanganyika ; (ii) Projet d'appui à la sécurité alimentaire et à la gestion rationnelle des ressources naturelles dans la région du Bushi ; et (iii) Projet d'appui à la production et à la commercialisation des denrées agricoles au Sud –Kivu, à l'Orientale, au Bandundu et Kinshasa,

### C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)			
L'objectif sectoriel du projet est le renforcement de la sécurité alimentaire. Son objectif spécifique est la relance de la production agricole dans les provinces de Bas-Congo et du Bandundu.			
2. Décrire les <u>principales</u> composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet			
Le projet s'articule autour de quatre composantes : (i) appui institutionnel et renforcement des capacités; (ii) appui à la production agricole; (iii) réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base; et (iv) gestion du projet. Ces composantes concourent à la réalisation des objectifs à travers : (i) le renforcement des capacités des Ministères chargés du développement rural et de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA); (ii) la réhabilitation des voies de desserte agricole ; (iii) la réhabilitation d'infrastructures de commercialisation ; (iv) la multiplication et la diffusion de semences améliorées ; et (v) la formation et l'organisation des populations rurales.			
3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les <u>objectifs du projet</u> sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.			
CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays priorités.	Les objectifs du PARSAR s'inscrivent dans le cadre du Programme multisectoriel d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction (PMURR), pilier essentiel du DSRP-Intérimaire de la RDC de 2002-2005 et axé sur la remise en état des infrastructures socioéconomiques et le renforcement des capacités institutionnelles.	4
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	Les objectifs sont réalistes. Seulement, les faibles capacités institutionnelles au niveau du pays ont retardé un peu l'exécution des actions de développement comme prévu.	3
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Les objectifs du projet sont conformes à la vision de la Banque et aux orientations définies dans le DSP de 2002-2004, qui retient le développement des infrastructures rurales et agricoles comme domaines d'intervention prioritaires pour le renforcement de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale.	4
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Le PARSAR répond aux priorités de la Banque qui fait des infrastructures le moteur du développement économique des PMR et d'amélioration du bien-être des populations en liaison avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).	4

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
Objectif sectoriel : Renforcement de la sécurité alimentaire		Réduction du déficit alimentaire	Réduction du déficit alimentaire dans la zone du projet de 25 % actuellement à 15% à partir de l'année 5 du projet	% de Réduction du déficit alimentaire dans la zone du projet
Objectifs du projet : Relance de la production agricole dans les provinces de Bas Congo et Bandundu		Augmentation de la production agricole	Augmentation de la production agricole dans la zone d'intervention de 5,7 millions de tonnes actuellement à 6,7 millions de tonnes à partir de l'année 5 du projet.	Production agricole additionnelle (en tonne) dans la zone d'intervention
Composante 1 : Appui institutionnel et renforcement des capacités (financée par le Don)	Activité 1 : Formation des cadres des ministères impliqués (MINAGRI, MINDR, Min Envir, Min Genre) et de l'INERA	Résultat 1 : les cadres, agents et chercheurs sont formés en fin de projet	Rendement 1 : formation de 860 cadres et agents et 40 chercheurs en fin de projet	Nombre de cadres et agents formés
	Activité 2 : Réhabilitation et équipement de bureaux des ministères impliqués et de l'INERA	Résultat 2 : les bureaux sont réhabilités et équipés en mobilier et en informatique	Rendement 2 : 43 bureaux réhabilités et équipés en mobilier et en informatique	Nombre de bureaux réhabilités et équipés
	Activité 3 : Réhabilitation et équipement de laboratoires et de stations de recherche du SENASEM et l'INERA	Résultat 3 : les stations et laboratoires de recherche et de contrôle de semences sont réhabilités et équipés	Rendement 3 : 2 stations, 2 laboratoires de recherche et 2 laboratoires de contrôle de semences réhabilités et équipés	Nombre de stations et laboratoires réhabilités et équipés
	Activité 4 : Formation des bénéficiaires et des partenaires	Résultat 4 : Les Comités de gestion des infrastructures sont organisés et formés, les bénéficiaires, les	Rendement 4 : 350 comités de gestion des infrastructures organisés et formés, 200 bénéficiaires formés en travaux à HIMO et 150 chefs d'équipe et de	Nombre de partenaires formés

		chefs d'équipe et de chantier sont formés en travaux à HIMO	chantier formés	
	Activité 5 : Formation et équipement des IMF	Résultat 5 : Les IMF sont formées et équipées	Rendement 5 : 4 IMF formées et équipées	Nombre d'IMF appuyées
	Activité 6 : Aménagement des points d'eau potable et de latrines publiques	Résultat 6 : Les sources d'eau potable et les latrines collectives aménagées	Rendement 6 : 160 sources d'eau potable et 60 latrines collectives aménagées	Nombre de sources d'eau et de latrines aménagées
Composante 2 : Appui à la production agricole (financée par le Prêt)	Activité 1 : Production et diffusion des semences améliorées	Résultat 1 : les semences vivrières, les boutures de manioc et les rejets de bananier sont produits et diffusés	Rendement 1 : 395 T de semences vivrières, 9,3 millions de ml de boutures de manioc et 2 millions de rejets de bananier diffusés	Quantité de semences produites
	Activité 2 : Identification et vulgarisation des nouvelles techniques de production	Résultat 2 : Les agents de vulgarisation sont formés, les locaux de démonstration sont construits, les démonstrations des techniques culturelles sont réalisées et les paquets techniques sont vulgarisés.	Rendement 2 : 350 agents de vulgarisation formés, 10 locaux de démonstration construits, 500 démonstrations culturelles réalisées et 10 paquets techniques vulgarisés.	Nombre de personnes formées, de locaux construits et de démonstrations réalisées.
	Activité 3 : Formation des multiplicateurs de semences et des producteurs agricoles	Résultat 3 : Les multiplicateurs de semences et les producteurs sont formés	Rendement 3 : 2600 multiplicateurs de semences et 133.000 producteurs (dont 50% femmes) formés	Nombre de personnes formées, de locaux construits et de démonstrations réalisées.
	Activité 4 : Organisation et formation des groupements et des partenaires	Résultat 4 : Les groupements/associations de producteurs, de commerçants et d'artisans sont formés, les ONG et les IMF et les radios rurales sont appuyées	Rendement 4 : 300 groupements/associations de producteurs, de commerçants et d'artisans formés, 2 ONG et 4 IMF appuyées et 2 radios rurales équipées.	Nombre de partenaires appuyés

Composante 3 : Réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base (Prêt)	Activité 1 : Réhabilitation des pistes rurales	Résultat 1 : Les pistes sont réhabilitées	Rendement 1 : 1000 km de pistes réhabilités	Linéaire de pistes réhabilitées
	Activité 2 : Aménagement des voies navigables	Résultat 2 : Les voies navigables sont aménagées	Rendement 2 : 600 km de voies navigables aménagés	Linéaire de voies navigables aménagées
	Activité 3 : Constructions des marchés communaux et des entrepôts	Résultat 3 : les marchés communaux, les entrepôts et les latrines sont construits	Rendement 3 : 25 marchés communaux, 35 entrepôts et 80 latrines construits	Nombre d'ouvrages construits
Composante 4 : Gestion du projet (Prêt)	Activité 1 : Mise en place de la CEP	Résultat 1 : Le personnel de la CEP est mis en place	Rendement 1 : Tous les postes prévus sont occupés dès le démarrage du projet	Nombre d'agents affectés par rapport aux postes prévus
	Activité 2 : Préparation des DAO des réhabilitations et des équipements et des TDR des prestataires	Résultat 2 : Les bureaux sont réhabilités et équipés, les moyens de déplacement sont acquis et les prestataires de services et de travaux sont recrutés.	Rendement 2 : Tous les bureaux sont réhabilités et équipés, les moyens de déplacement sont acquis et les prestataires de services et de travaux sont recrutés.	Nombre de DAO et de TDR élaborés et de prestataires recrutés
	Activité 3 : Exécution et supervision des activités et encadrement des populations sur le terrain	Résultat 3 : Les activités du projet sont suivies sur le terrain. Les bénéficiaires sont encadrés. Les demandes de décaissement sont traitées à temps.	Rendement 3 : Toutes les activités du projet sont suivies sur le terrain. Les bénéficiaires sont organisés et formés. Les demandes de décaissement sont traitées à temps.	Taux d'exécution physique et de décaissement du projet.
	Activité 4 : Elaboration des rapports d'activités, de suivi et d'audit du projet	Résultat 4 : Les rapports d'avancement et d'audit sont produits. Les rapports de suivi évaluation des impacts sont élaborés à mi-parcours et à l'achèvement du projet.	Rendement 4 : 4 rapports trimestriels d'avancement et un rapport d'audit sont produits chaque année et transmis à temps à la Banque. Des rapports de suivi évaluation des impacts sont élaborés à mi-parcours et à l'achèvement du projet.	Nombre de rapports d'avancement, d'audit et de suivi évaluation par an.

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Les activités du projet sont liées les unes aux autres et leur exécution contribue à la réalisation des objectifs de développement attendus. Il est facile de passer de la logique horizontale à la logique verticale, et par conséquent la chaîne des résultats apparaît claire.	4
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	L'essentiel des objectifs et des résultats attendus sont mesurables par des indicateurs quantifiables qui facilitent ainsi leur appréciation.	3
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Les risques identifiés lors de l'évaluation du projet ont été indiqués.	3

## D. RESULTATS ET RENDEMENTS

### I. RESULTATS OBTENUS

PRINCIPALES ACTIVITES		Note de l'évaluation	Proportion des Coûts du Projet en % en pourcentage (ainsi que mentionné)	Note pondérée (généré automatiquement)
Résultats Attendus	Résultats Obtenus			
Composante 1 : (i) Formation de 860 cadres et agents et 40 chercheurs ; (ii) Réhabilitation & équipement de 41 bureaux, de 2 stations et 2 laboratoires de recherche et de 2 laboratoires de semences ; (iii) Organisation de 350 comités de gestion des infrastructures ; (iv) Formation en travaux à HIMO de 200 bénéficiaires et de 150 chefs d'équipe et de chantier ; (v) Appui de 4 IMF ; et (vi) Construction de 160 sources d'eau potable et 60 latrines.	i) Formation de 1030 cadres et chercheurs ; (ii) Réhabilitation & équipement de 38 bureaux, de 2 stations de recherche et 2 laboratoires de semences ; (iii) Organisation de 321 comités de gestion des infrastructures ; (iv) Formation en travaux à HIMO de 196 bénéficiaires et de 146 chefs d'équipe et de chantier ; (v) Appui de 2 IMF ; et (vi) Construction de 180 sources d'eau potable et 80 latrines	4	19	0,76
Composante 2 : (i) Production & diffusion de 395 T de semences vivrières, 9,3 millions de ml de boutures de manioc et 2 millions de rejets de bananier ; (ii) Formation de 350 vulgarisateurs, construction de 10 locaux de démonstration, réalisation de 500 démonstrations culturelles et diffusion de 10 paquets techniques ; (iii) Formations de 2.600 multiplicateurs de semences	(i) Production & diffusion de 1213 T de semences vivrières de base, 7,2 millions de ml de boutures de manioc et 372289 de rejets de bananier ; (ii) Formation de 1030 vulgarisateurs, construction de 22 locaux de démonstration, réalisation de 270 démonstrations culturelles et diffusion de 10 paquets techniques ; (iii) Formations de	3	15	0,45

et 133.000 producteurs (dont 50% femmes ) ; et (iv) Appui & formation de 300 groupements de producteurs, de commerçants et d'artisans, de 2 ONG et 4 IMF et renforcement de 2 radios rurales.	22829 multiplicateurs de semences et 569958 producteurs (dont 56% femmes ) ; et (iv) Appui & formation de 768 groupements de producteurs, de commerçants et d'artisans, de 2 ONG et 2 IMF et renforcement de 2 radios rurales.			
Composante 3 : (i) Réhabilitation de 1000 km de pistes ; (ii) Aménagement de 600 km de voies navigables ; et (iii) Construction de 25 marchés communaux, 35 entrepôts et 80 latrines.	(i) Réhabilitation de 1057 km de pistes ; et (ii) Construction de 25 marchés communaux, 35 entrepôts et 80 latrines. L'aménagement des voies navigables n'a pas eu lieu.	3	58	1,74
Composante 4 : (i) Préparation des DAO des travaux et des équipements, des TDR de l'Assistance technique, des études et de l'audit ; (ii) Réhabilitation et équipement des bureaux, acquisition des moyens de déplacement et recrutement des prestataires ; (iii) Suivi des activités sur le terrain et traitement des demandes de décaissement ; et (iv) Elaboration de 4 rapports trimestriels d'avancement, d'un rapport d'audit, d'un rapport de suivi évaluation à mi-parcours et en fin de projet.	(i) Tous les DAO et les TDR ont été réalisés et les services et biens y afférents ont été acquis (100%) quoique avec un peu de retard ; (ii) Les locaux ont été réhabilités et équipés ; (iii) le taux de décaissement est de 99% ; et (iv) Tous les rapports trimestriels d'activités et les audits annuels ont été réalisés avec un peu de retard parfois. Un rapport de suivi-évaluation à mi-parcours et un RAP ont été élaborés. Les rapports d'audit ont souvent	3	8	0,24
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]				3

Cocher ici pour ignorer la note calculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée

3

2. Autres rendements: Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).

Le PARSAR a beaucoup aidé dans le désenclavement des zones de production, l'amélioration des flux de commercialisation et des conditions de vie des populations rurales; notamment les femmes qui représentent plus de 60% des bénéficiaires. En effet, grâce à l'aménagement des sources d'eau par le projet elles ont pu ainsi réduire la corvée de la recherche de l'eau et valoriser au mieux le temps économisé dans d'autres activités en faveur de la famille telles que l'école, l'exploitation agricole, la formation, l'éducation des enfants, etc. De même, la réhabilitation des pistes et des marchés a permis de réduire le temps de parcours, d'augmenter les échanges commerciaux et d'améliorer le revenu des femmes commerçantes.

3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.

Les menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements concernent essentiellement la qualité de certains ouvrages comme les pistes. En effet, celles-ci, réhabilitées manuellement restent fragiles et nécessitent un entretien fréquent qui n'est pas encore garanti. Les Comités d'entretien constitués à cette fin ne sont pas encore pris en charge par le Fonds d'entretien routier. Par ailleurs, les Organisations semencières villageoises (OSV), mises en place à la fin du projet, nécessitent un accompagnement technique et organisationnel pour quelque temps encore pour qu'elles soient complètement autonomes et bien gouvernées.

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le PARSAR, évalué en février 2004, est conforme aux orientations du Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP-I), qui fixe comme priorités pour la période 2002-2005, la réhabilitation des infrastructures économiques et sociales, la réhabilitation du capital humain ainsi que le renforcement des capacités de gouvernance. Il est également conforme à la vision de la Banque et aux orientations définies dans le DSP de 2002-2004, qui retient le développement rural et les secteurs sociaux comme domaines d'intervention prioritaires, dans l'optique de lutter durablement contre la pauvreté qui touche 80% de la population.

En 2004, le Groupe de la Banque disposait d'un seul projet actif dans le secteur agricole et rural congolais. Il s'agit du Programme régional de gestion de l'information environnementale qui concerne, en plus de la RDC, la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Tchad et la RCA. Cinq autres nouvelles opérations concernaient divers secteurs étaient soit en phase de démarrage ou de mise en vigueur. Ainsi, la mission d'évaluation de la Banque a mené des consultations avec les partenaires financiers du secteur présents à Kinshasa et la conception du projet s'est appuyée sur les résultats enregistrés par leurs différentes interventions en RDC. En effet, des difficultés, notamment d'ordre institutionnel, avaient été constatées. Il s'agit, entre autres, de la centralisation excessive des décisions et de l'orientation des dépenses allant dans le sens d'une substitution du

projet à l'Etat. Fort de ces enseignements, l'équipe d'évaluation avait adopté la nouvelle forme d'intervention de ces partenaires qui est axée plutôt sur la responsabilisation des bénéficiaires, la limitation des zones géographiques touchées et l'implication de structures autres qu'étatiques dans l'exécution (UNOPS, ONG, FAO). Par ailleurs, la qualité de certaines réalisations physiques (notamment les pistes rurales), n'étant pas tout à fait satisfaisante par manque d'ouvrages de protection contre l'érosion et d'assainissement, avait conduit à retenir, parmi les activités du projet, le renforcement des capacités des services d'encadrement et de contrôle technique du MINDR et l'engagement d'un bureau de contrôle technique des travaux. Un accent particulier a été mis sur l'appropriation et la participation des bénéficiaires dans la réalisation des infrastructures rurales (points d'eau, marchés, entrepôts, pistes, etc.), via leur engagement pour la prise en charge totale de la gestion et l'entretien ultérieurs desdites infrastructures. Ainsi, une approche participative avait été préconisée et des actions soutenues de renforcement des capacités des bénéficiaires, des organisations des producteurs, et des associations villageoises de gestion des infrastructures rurales avaient été prévues. La justification économique avait été faite principalement sur la base des gains de la production vivrière (manioc, riz, maïs, banane, arachide, etc.). L'exécution du projet avait été confiée à l'Unité d'Exécution des projets BAD (UEP) placée au sein du Bureau Central de Coordination (BCECO). Cette unité, basée à Kinshasa, avait été renforcée par une équipe opérationnelle pour tenir compte des besoins spécifiques du projet et assistée par deux antennes provinciales chargées de la mise en œuvre ainsi que trois Agences locales d'exécution comme Maîtres d'Ouvrages Délégés (FORHOM pour le volet formation, CIMA International pour la mise en œuvre de la composante infrastructures rurales et BEST LAND RESSOURCES pour la sensibilisation).

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est soutenu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	La conception du PARSAR s'inscrit dans le cadre du Programme multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction (PMURR) préparé par le ministère du Plan et de la reconstruction en septembre 2001 et répond aux priorités définies par le Gouvernement pour passer de la phase de stabilisation à la phase de reconstruction et de redressement économique. Toutefois, les opérations de la Banque étant interrompues depuis 1991, il était difficile d'analyser convenablement les capacités institutionnelles du pays	3
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques analysés.	Eu égard à la situation de post-conflit du pays et la fragilité de l'économie congolaise, les risques les plus importants ont été pris en compte dans la préparation et la mise en œuvre du projet. Il s'agit de l'instabilité socio-politique dans le pays et à la suspension des réformes macroéconomiques qui compromettraient la disponibilité des ressources financières et par conséquent les réalisations du projet	3

UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Les systèmes proposés de gestion financière, de passation des marchés et de suivi-évaluation du projet ont été discutés avec le Gouvernement et adaptés en fonction des capacités de BCECO; en tant qu'organe d'exécution du projet. Les règles et procédures du Fonds Africain de Développement (FAD) ont été suivies en matière de passation des marchés et de gestion financière. Le système de suivi-évaluation, spécifique au projet, a été mis en place avec un peu de retard et n'a été exploité conformément au cadre logique du projet et des indicateurs à renseigner qu'à l'achèvement du projet.	2,5	
Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Les responsabilités liées à la mise en œuvre du projet ont été précisées et clairement définies entre le BCECO et les différents ministères sectoriels concernés. L'exécution des composantes infrastructures rurales a été tributaire de l'élaboration, dès le démarrage du projet, d'un manuel des procédures définissant le rôle des différents acteurs impliqués (BCECO, services techniques, Agence Locale d'Exécution-ALE, ONG, bénéficiaires et autres). Cependant, la réalisation tardive du manuel en question et la lourdeur administrative au BCECO, consécutive aux nombreux projets qui lui ont été confiés par le Gouvernement, avaient causé beaucoup de retard dans la mise en œuvre des activités du projet.	2,5	2,5
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	L'ensemble des documents requis pour l'exécution n'était pas prêt au moment de l'évaluation du projet. En outre, l'exécution des composantes infrastructures rurales a été tributaire de l'élaboration, dès le démarrage du projet, d'un manuel des procédures ainsi que des études d'exécution. Suite au retard observé dans l'élaboration dudit manuel et le recrutement de l'ALE (environ 3 ans), la performance de la réalisation de la composante infrastructure a été sérieusement amputée.	2,5	2

PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Les indicateurs ainsi que le plan de suivi ont été spécifiés dans le rapport d'évaluation avec des manquements pour la situation à mi-parcours. Le système de suivi-évaluation mis en place par le projet ne s'est pas entouré d'un dispositif de collecte et de traitement des informations opérationnelles provenant de la chaîne des acteurs impliqués	2,5	2
DONNEES DE REFERENCE	g) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	L'élaboration de la situation de référence du projet ainsi que la définition des indicateurs de performance à suivre ont été prévues au démarrage du projet mais n'avaient pas été concrétisées à temps.	2	2

## F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le PARSAR, signé en mai 2004, a démarré effectivement en février 2005. Suite au démarrage difficile et à l'augmentation du nombre de projets gérés par BCECO et de l'importance de la charge de travail de son personnel disponible, il a été décidé de commun accord avec le Gouvernement, lors de l'évaluation à mi-parcours, de rattacher la Cellule d'Exécution du Projet (CEP) au Secrétariat Général au Développement Rural. En effet, le Ministère de Développement Rural, ministère de tutelle du projet, ainsi que les ministères partenaires du projet, ont vu leurs capacités institutionnelles et opérationnelles renforcées. Ceci a permis d'accélérer relativement l'état d'exécution des activités et de donner une nouvelle dynamique au projet. En outre, le recrutement tardif des Agences locales d'exécution chargées des volets infrastructures rurales et de la sensibilisation des bénéficiaires ont été notés comme principaux facteurs du retard enregistré au niveau de l'exécution et qui a nécessité la prorogation d'une année jusqu'à fin mars 2012. La qualité des réalisations du projet est globalement satisfaisante nonobstant certains ouvrages d'art pour lesquels des malfaçons ont été constatées et les corrections techniques seront apportées sous le contrôle du MDR. S'agissant des prestations de services, les bureaux d'ingénieurs conseils ont réalisé leurs prestations à la satisfaction du projet. Cependant les structures locales, chargées de la réalisation des infrastructures communautaires, sont d'une capacité technique et financière souvent limitée et sont à l'origine de la résiliation de certains contrats. La supervision par la Banque a été régulière et a permis d'améliorer la qualité technique et la fonctionnalité de plusieurs ouvrages en dépit de leur nombre important et leur exécution tardive. Le suivi des travaux par le projet et l'ALE d'exécution CIMA, responsable de la mise en oeuvre de la composante Infrastructures rurales, n'a pas été très rapproché et a été à l'origine de certaines malfaçons au niveau de certains ouvrages. Ceci a suscité plusieurs remarques de la part des missions de supervision de la Banque en vue d'apporter les corrections qui s'imposent. Les mesures de sauvegarde des pistes rurales ont été intégrées dans les dossiers d'appels d'offres et mises en œuvre. Par ailleurs, avec la sensibilisation et la formation des membres des comités de gestion des infrastructures de commercialisation sur les règles d'hygiène et la limitation des risques sanitaires, la mise en place de pépinières de plants fruitiers et sylvicoles pour aider à reboiser certains espaces déboisés (entretien des pistes, surveillance des sources d'eau, gestion et assainissement des marchés et entrepôts), le projet a permis d'améliorer les compétences des bénéficiaires et d'élever le niveau des connaissances des problèmes environnementaux.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Plusieurs partenaires interviennent dans le secteur agricole et rural. Ils ont été toujours consultés par le projet pour harmoniser les approches et assurer la complémentarité sur le terrain des différentes interventions. Les missions de supervision de la Banque ont toujours consultés les PTF pendant toute la période de mise en œuvre du projet. La mission d'achèvement a rencontré les PTF et a échangé avec eux sur les perspectives de renforcement des acquis dans la zone d'intervention. Les ONG et les entreprises contractées par le projet ont été d'une capacité technique moyenne. La mobilisation de la contrepartie du Gouvernement a été insuffisante et a réduit les réalisations physiques du projet en comparaison avec les objectifs initiaux. Par ailleurs, il convient de signaler que le projet a été amputé d'un million d'UC pour financer les activités de l'Intervention "Réponse à la Crise Alimentaire en Afrique" (RCAA).

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

Bien que la Banque ait utilisé ses propres systèmes, elle a tenu compte au stade de l'évaluation du projet des approches des interventions des autres partenaires actifs dans le secteur agricole et rural et plus particulièrement de la mise en œuvre des infrastructures communautaires. Elle, à travers CDFO, s'est toujours investie pour harmoniser les systèmes et les approches d'intervention visant une meilleure appropriation par le pays des réalisations.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 Supérieur à 36.1, notation 1	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement	Retards au démarrage et pendant l'exécution en raison: (i) de la grande charge de travail de BCECO engendrant la lenteur y constatée et la délocalisation de la CEP lors de l'évaluation à mi-parcours et son rattachement au Secrétariat Général du MDR, (ii) du recrutement tardif des ALE chargées des volets infrastructures rurales et la sensibilisation des bénéficiaires, (iii) du retard dans la mise en œuvre du contrat signé avec l'ALE CIMA suite à l'omission des coûts des travaux, et (iv) de la faible capacité de l'INERA en tant que fournisseur de semences de base	3
		12		

PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :		
	Mesures de protection environnementale	Un PGES a été élaboré et mis en place. Ses actions ont été intégrées dans les composantes du projet et réalisées dans leur majorité. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs dans les environs immédiats des pistes, des infrastructures de commercialisation et des sources ont été consignées dans le manuel de procédures de mise en œuvre et intégrées dans les dossiers d'appels d'offres (DAO). D'autre part, un programme de formation et de sensibilisation des bénéficiaires des diverses infrastructures sur les impacts négatifs potentiels a été conduit par le projet	3
	Dispositions fiduciaires	Les dispositions fiduciaires ont été respectées et suivies par la Banque dans le cadre des audits financiers. Les dépenses des deux derniers FDR sont en cours de justification auprès de CDFO et la mission d'achèvement a formulé, à l'endroit de la CEP, une recommandation à ce sujet	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	La Banque a respecté les dispositions des accords de prêt et de don.	4
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	La supervision du projet s'est faite par la Banque en 12 missions assorties de recommandations qui ont été suivies d'effet dans leur majorité. C'est ainsi que le projet a été délocalisé de BCECO, le premier coordonnateur du projet a été remplacé ainsi que le chargé de suivi-évaluation à la suite du constat des faiblesses à leur niveau. Ces missions ont été réalisées par des équipes composées de 2 à 3 experts. Toutefois, aucun environnementaliste n'a été associé à ces missions.	3
d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisant.	La bonne fréquence des missions de supervision de la Banque et la proximité du bureau CDFO a joué un rôle important dans la résolution des problèmes rencontrés et l'amélioration continue de la performance de gestion du projet.	3	
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux :		
	Mesures de protection environnementale	Le PGES élaboré a été mis en œuvre au sein des composantes du projet. L'application des mesures de sauvegarde consignées dans le manuel d'exécution des infrastructures rurales a connu quelques lacunes pour certains sites où il est nécessaire d'entreprendre certains travaux supplémentaires de protection qui consistent pour la plupart des cas à prolonger les murs en aile, à mettre un remblai supplémentaire aux accès des ponts et à planter les vétivers ou de la pelouse. Le suivi de la qualité des eaux des sources a été fait de manière efficace.	2

	Dispositions fiduciaires	Tous les audits annuels des comptes du projet ont été réalisés avec du retard et les rapports approuvés par la Banque (2005-2010). Le rapport d'audit de 2011 est en cours d'engagement. Par ailleurs, tous les FDR, ont été justifiés à 100%; à l'exception des deux derniers (FDR n°14 et FDR n°15) qui sont en cours de justification. Cependant, le Gouvernement ne s'est acquitté que de 46,33% du montant total de la contrepartie; ce qui a causé un arrêt des travaux à 60% pour 5 locaux de démonstration et de 2 bâtiments administratifs. Le MDR s'est engagé pour parachever les travaux sur son propre budget. Par ailleurs, il convient de noter que la gestion financière assurée par la coordination du projet a été peu satisfaisante et entachée de faiblesses conduisant parfois à des dépenses inéligibles.	2
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les dispositions des Accords de prêt et de don ont été respectées sauf la condition relative à la promulgation de la loi semencière qui n'a pas été suivie d'effet et la mobilisation partielle de la contrepartie qui a amputée l'achèvement de certaines réalisations.	2,5
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	La plupart des recommandations ont été suivies d'effets. Principalement, 3 recommandations n'ont pas été réalisées pour des raisons diverses: (i) promulgation de la loi semencière, (ii) déblocage du montant total de la contrepartie, et (iii) remboursement du solde de l'avance consentie à l'INERA dont le montant est estimé à 528.113\$US. Cette dernière recommandation a conduit à la diligence par le Gouvernement d'une enquête d'investigation et au changement du Directeur Général de l'INERA. De même, il a été demandé à l'INERA de mettre à la disposition des paysans les quantités de semences prévues.	2
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Les rapports d'activités du projet ont été transmis à la Banque, parfois, avec un peu de retard. Les faibles performances du chargé de suivi-évaluation au niveau de la CEP ont été à l'origine de la prise de décision tardive parfois et ont conduit à son remplacement. La réalisation de l'enquête socio-économique en 2011 a permis d'alimenter la base de données du système de suivi et de compléter les données manquantes.	2,5

## G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque ?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date PAR été envoyé a pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur a 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
Le taux de décaissement a atteint plus de 98% à environ 3 mois de la date de clôture du projet prorogée d'une année.		9	1
<p>Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).</p> <p>[150 mots au plus]</p>			
<p>Le Gouvernement Congolais a préparé son rapport d'achèvement qui a servi de base de travail pour la mission d'achèvement conduite conjointement par la Banque (OSAN.3 et CDFO) et l'emprunteur. Il a été procédé de la manière suivante: (i) audience avec le Ministre du Développement Rural, (ii) séances de travail avec les responsables aussi bien du bureau de la Banque que Monsieur le Secrétaire Général au Développement Rural, Monsieur le Secrétaire Général à l'Agriculture, Pêche et Elevage et Monsieur le Directeur de la Cellule de suivi des projets et programmes financés par les bailleurs de fonds du Ministère des Finances, (iii) visites de terrain dans les deux provinces de Bandundu et Bas-Congo pour visualiser les diverses réalisations du projet, (iv) rencontres des autorités locales et provinciales, (v) organisation de réunions avec les différentes organisations communautaires, les comités de gestion et les divers autres bénéficiaires du projet; (vi) collecte des informations et documentation en rapport avec les réalisations physiques et budgétaires du projet. Au terme de la mission, une réunion de synthèse s'est tenue le 10/02/2012 sous la présidence de M. le Secrétaire Général au Développement Rural et en présence des membres du comité de pilotage du projet. A l'occasion de cette réunion, la Mission a rappelé l'appui de la BAD au secteur agricole et rural congolais pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté et souligné l'importance de la sauvegarde des acquis du PARSAR pour assurer la durabilité du développement procréé. Dans le cadre de la coordination de l'aide, la Mission s'est entretenue avec les Représentants de certains PTF pour discuter des acquis et des leçons tirées du projet : FIDA, FAO, USAID, IFPRI et CTB. Le présent RAP a été soumis aux pairs évaluateurs ( MM FELLAH HATEM, OSAN.2; OULD CHEICKH Ahmed, Mohamed Aly, OSAN.2; TANGARA MAMADOU, TDFO; GUINEO VAIDJOUA, TDFO; et MOUBAMBA JEAN-LOUIS; GAFO) et leurs observations ont été prises en compte dans la version finale.</p>			

## H. LECONS TIRES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Les principales leçons tirées sont les suivantes:

(i) L'intégration des actions de développement dans la même zone d'intervention a plus d'impacts sur la relance de la production agricole que les interventions éparpillées dans l'espace;

(ii) Les impacts des pistes sur le désenclavement du milieu rural et la relance de la commercialisation sont importants. En effet, les pertes post-récolte ont significativement baissées et les produits agricoles arrivent aisément sur le marché suite à la réduction du coût du transport et du temps de parcours des transporteurs et commerçants des produits vivriers. La mise en place d'un mécanisme pour la couverture des charges d'entretien des pistes et des marchés est une condition sine qua none de la durabilité de ces impacts.

(iii) Le renforcement des capacités des cadres techniques des ministères impliqués a permis de relever leur qualification et d'assurer une qualité meilleure de leurs services auprès des bénéficiaires. Ceci devrait être repris dans les nouvelles opérations de développement agricole et rural afin d'assurer une meilleure diffusion des connaissances.

(iv) Malgré son bien-fondé de faire appel au maximum de ressources locales (tant humaines que matérielles) et d'engendrer de l'emploi, la technique HIMO utilisée pour la réhabilitation des pistes rurales a montré ses limites du point de vue durabilité. Eu égard à la fragilité du sol et la forte pluviométrie, il est plus indiqué de privilégier les travaux mixtes (mécaniques et manuels) à réaliser par des Entreprises qualifiées (compactage, gravillonnage, matériaux adéquats) qui se sont avérés plus durables dans le cadre d'autres projets. Par ailleurs, en l'absence d'un mécanisme de motivation des membres des CLER pour assurer d'une façon systématique l'entretien des pistes réhabilitées, la solution adéquate serait dans la mise en place et l'opérationnalisation du Fonds régional d'entretien routier et du FONER.

(v) Compte tenu des faibles capacités techniques des structures communautaires et des PME locales, la réalisation d'études techniques d'exécution par des bureaux spécialisés avec l'implication des ministères techniques concernés et le recrutement des Agences Locales d'Exécution sont des préalables pour garantir la qualité technique et le respect du calendrier d'exécution arrêté au démarrage du projet;

(vi) La poursuite de la sensibilisation et la responsabilisation des comités de gestion pour la prise en charge des infrastructures communautaires réalisées et leur entretien périodique est une condition de premier ordre pour assurer leur fonctionnalité et leur durabilité ;

(vii) La viabilité des OSV/Faitières et la pérennisation de la dynamique locale créée autour de celles-ci passe inéluctablement par la poursuite de leur encadrement et suivi par les services techniques concernés ainsi que la bonne gouvernance de leurs ressources matérielles et financières ;

(viii) L'exploitation rationnelle des infrastructures réalisées nécessite la promulgation et l'application des textes réglementaires régissant leur exploitation ;

(ix) Le rayonnement des acquis du projet et leur extension dans les deux provinces passent par la poursuite des efforts de leur vulgarisation et démonstration, dans d'autres sites, par les services des ministères concernés. Le PARSAR a beaucoup aidé dans le désenclavement des zones de production et l'amélioration des flux de commercialisation. Cependant, vu les besoins importants en actions de développement dans la zone d'intervention, la visibilité de ses acquis reste limitée dans l'espace. Ceci a guidé le Gouvernement et la Banque à envisager leur consolidation à travers le nouveau projet PADIR tout en tirant les leçons ci-dessus.

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	3
	Respect du calendrier	3
	<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	3
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	4
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	4
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	4
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	3
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	3
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	3
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	3
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	2,5
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	2,5
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2,5
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	2,5
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
	Supervision:	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	3
	Dispositions fiduciaires	4
Accords conclus dans le cadre du projet	4	
La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	3	
La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	3	

	Le PAR a été fourni à temps	1
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>3</b>
	<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	2,5
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>	<b>2</b>
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	2
	Dispositions fiduciaires	2
	Accords conclus dans le cadre du projet	2
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	2
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>2</b>
<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>2</b>	

## APPENDICE 1

Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	Très satisfaisant - Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Moyen - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	Médiocre - Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet

**N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.**

## LISTE DES ANNEXES

### Informations obligatoires

1. Coûts du projet et financement
  - a. Coûts du projet par composante
  - b. Ressources par source de financement

#### a 1. Coûts du projet par composantes

Composantes	Total Evaluation (MUC)	Total Achèvement (MUC)
A. Appui institutionnel et renforcement des capacités	4,500	3,682
B. Réhabilitation des infrastructures rurales	13,880	11,518
C. Appui à la production agricole	3,540	4,315
D. Gestion du projet	2,100	5,880
Imprévus physiques	1,690	0,000
Hausse des prix	2,300	0,000
Crise alimentaire		1,000
<b>Coût total du projet</b>	<b>28,010</b>	<b>26,395</b>

#### a 2. Tableau de révision de la LBS sur fonds FAD en millions d'UC

Catégories	Montant initial à l'évaluation			Montant révisé			Décaissement mission achèvement		
	FAD Prêt	FAD Don	Total	FAD Prêt	FAD Don	Total	FAD Prêt	FAD Don	Total
Travaux	11,29	1,14	12,43	7,58	2,05	9,63	7,48	1,83	9,31
Biens	2,44	1,57	4,01	3,68	1,24	4,91	2,67	1,49	4,15
Services	0,66	4,12	4,78	2,15	3,64	5,79	2,45	3,54	5,99
Fonctionnement	3,61	0,17	3,78	4,59	0,07	4,66	4,40	0,14	4,54
Crise alimentaire	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
<b>Total</b>	<b>18,00</b>	<b>7,00</b>	<b>25,00</b>	<b>18,00</b>	<b>7,00</b>	<b>25,00</b>	<b>18,00</b>	<b>7,00</b>	<b>25,00</b>

#### b. Ressources par sources de financement

Source	Evaluation	Achèvement
Fonds Africain de Développement (FAD)	25,00	25,000
Gouvernement	3,10	1,395
<b>Total</b>	<b>28,10</b>	<b>26,395</b>

2. Contributions de la Banque. Citer les principaux membres de l'équipe ainsi que leurs attributions durant la préparation et la supervision. Fournir une liste consolidée des missions de préparation, de supervision et d'achèvement en ordre chronologique. Fournir la date et les notes attribuées par le dernier rapport de supervision.

Annexe 2: Contribution de la Banque

N°	Nature des missions	Date	Nb experts	Composition	Jours
1	Lancement	20-29/07/2005	3	Agroéconomiste-Agronome-Spécialiste en acquisitions	10
2	Supervision	15-24/12/2005	3	Chef de Division-Analyste financier-Expert infrastructure	10
3	Supervision	19-26/12/2006	2	Agronome-Spécialiste des acquisitions	8
4	Supervision	25/05 au 17/06/2007	3	Agroéconomiste-Agronome-Ingénieur Génie Rural	23
5	Supervision	12-27/01/2008	3	Agroéconomiste-Agronome-Spécialiste en acquisitions	16
6	Mi-parcours	09-26/07/2008	3	Agroéconomiste-Agronome-Ingénieur Génie Rural	18
7	Supervision	22/05 au 06/06/2009	3	Agroéconomiste-Agronome-Spécialiste en acquisitions	15
8	Supervision	22/05 au 06/06/2009	3	Agroéconomiste-Agronome-Spécialiste en acquisitions	15
9	Supervision	06-22/12/2009	3	Agroéconomiste-Agronome-Chargé du Secteur à CDFO	17
10	Supervision	12-24/06/2010	3	Agroéconomiste-Agronome-Chargé du Secteur à CDFO	13
11	Supervision	21/10 au 05/11/2010	4	Agroéconomiste-Agronome-Analyste financier-CSA CDFO	15
12	Supervision	03-19/05/2011	3	Agroéconomiste-Agronome-Chargé du Secteur à CDFO	17
13	Supervision	15-31/10/2011	3	Agroéconomiste-Agronome-Chargé du Secteur à CDFO	17
14	RAP	21/01 au 11/02/2012	3	Agroéconomiste-Agronome-Chargé du Secteur à CDFO	21

3. Analyse économique (TRE) et analyse financière, si applicable. Recalculer les taux de rentabilité économique sur la base des coûts et bénéfices au moment de l'achèvement, et les comparer aux estimations faites lors de l'évaluation. Répartir par composante, le cas échéant. Analyser la sensibilité du TRE aux hypothèses clés. Présenter une analyse financière des entités bénéficiaires du projet.

Année	Année	Investissements	Dépenses d'exploitation	Charges récurrentes	Recettes additionnelles	Recettes additionnelles nettes
1	2005	418	3 271	0	0	-3 689
2	2006	980	5 997	0	4 089	-2 888
3	2007	2 462	11 721	0	12 266	-1 917
4	2008	3 821	11 993	0	14 310	-1 504
5	2009	6 685	24 532	598	30 665	-1 149
6	2010	11 048	29 983	996	41 227	-801
7	2011	10 818	35 435	1 395	48 382	735
8	2012	6 827	47 428	1 793	57 923	1 874
9	2013		49 064	1 993	57 923	6 866
10	2014		51 790	1 993	64 737	10 955
11	2015		54 515	1 993	68 144	11 636
12	2016		54 515	1 993	68 144	11 636
13	2017		54 515	1 993	68 144	11 636

14	2018		54 515	1 993	68 144	11 636
15	2019		54 515	1 993	68 144	11 636
16	2020		54 515	1 993	68 144	11 636
17	2021		54 515	1 993	68 144	11 636
18	2022		54 515	1 993	68 144	11 636
19	2023		54 515	1 993	68 144	11 636
20	2024		54 515	1 993	68 144	11 636
<b>TRIE = 25%</b>						

Le TRE est de 25% contre 23% à l'évaluation. Selon les données de l'enquête socio-économique menée par le projet, le revenu moyen annuel des ménages a augmenté de 34% et celui des femmes commerçantes a presque doublé.

#### **4. Dernier Plan de Passation des marchés**

Cf. PPM ci-joint

#### **5. Liste des documents consultés**

1. Rapport d'évaluation du PARSAR
2. Accords de PRET et DON PARSAR
3. Les différents rapports d'activités et états d'avancement du Projet (2005 à 20012)
4. Rapport de la revue à mi-parcours
5. Rapports de l'assistance technique
6. Les différentes aides mémoires des missions de supervision de la BAD
7. Ledger de la BAD
8. Rapport d'enquêtes du PARSAR
9. NLBS PARSAR
10. Rapport d'achèvement du PARSAR établi par la CEP

#### **Informations facultatives**

6. Description du projet. Principaux facteurs n'ayant pas été pris en compte dans la grille générale et qui ont affecté la conception et la mise en oeuvre du projet. Ces facteurs positifs et négatifs pourraient comprendre: le climat et les conditions météorologiques, les changements politiques, les questions contractuelles ou personnelles, les questions techniques, les processus de passation des marchés et les interactions avec les autres partenaires. Si l'un quelconque de ces facteurs est suffisamment significatif pour affecter les notes de l'évaluation, ceci devra être mentionné dans la grille, avec renvoi à la présente annexe.

## PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Généralités	Remplir seulement les cellules grises
Pays/Organisation :	
Projet/Programme :	
N° Prêt :	
N° Don :	
Agence d'Exécution, Adresse :	
Date d'approbation du Plan de passation des marchés :	
Date de l'Avis Général de Passation de marchés :	
Période couverte par ce Plan de Passation des Marchés :	Janvier 2011 à Mars 2012

## BIENS

Seuil Examen Préalable :	Décisions sur les acquisitions faisant l'objet d'examen préalable par la Banque	
	tel qu'indiqué dans le Rapport d'évaluation	
Biens et services autres que Services de Consultants (voir Note 1)		
	Examen Préalable	
Mode d'acquisition	Seuil	Commentaires
	(équiv. UC)	
1. AOI		
2.		
3. AON		
4.		
5. Consultation de Fournisseurs		
6.		



Dossiers d'appels d'offres (DAO)		Période de soumission		Evaluation des Offres		Attribution du Contrat			Exécution du Contrat	
Date Transmission DAO	Date Non-objection	Date Publication AAO	Remise-Ouverture des Offres	Rapport Evaluation des Offres	Date Non-objection	Montant Contrat en UC(000)	Date Attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Achèvement
16/07/2010	12/08/2011	27/04/2011	27/05/2011	15/06/2011	30/06/2011	172.387,39	2/07/2011	08/07/2011	08/7/2011	8/11/2011
15/03/2010	25/03/2010	11/05/2010	28/06/2010	5/08/2010	18/08/2010	322.209,45	20/08/2010	23/08/2010	23/08/2010	11/07/2011
						494.596,84				

\* : Relance du DAON

AAO : Avis d'appel d'offres

Note 1.

(Informations Supplémentaires concernant

Acquisition des Biens et des services autres que des services de consultants, tel que Pré-qualification

ou tous autres arrangements particuliers d'acquisition)

**PLAN DE PASSATION DES MARCHES**
**PROJET PARSAR**
**Généralités**
**Remplir seulement les cellules grises**

Pays/Organisation :	République Démocratique du Congo
Projet/Programme :	PARSAR
N° Don :	2100 15500 2367
N° Prêt :	2100 15000 7697
Agence d'Exécution, Adresse :	CELLULE D'EXECUTION DU PROJET (CEP)
Date d'approbation du Plan de passation des marchés :	
Date de l'Avis Général de Passation de marchés :	
Période couverte par ce Plan de PM :	Janvier 2011 à Mars 2012

**TRAVAUX**

Seuil Examen Préalable : Décisions sur les acquisitions faisant l'objet d'examen préalable par la Banque tel qu'indiqué dans le Rapport d'évaluation

Travaux (voir Note 2)

Mode d'Acquisition	Examen Préalable Seuil (équivalent UC)	Commentaires
1. AOI		
2.		
3. AON		
4.		
5. Consultation d'Entreprises		

## Divers Lots avec les Modes d'acquisition et le Calendrier

		DONNEES DE BASE							
Description du Marché	Numéro Lot	Montant Estimatif en UC(000)	Mode d'Acquisition	Pré-ou Post Qualification	Préférence Nation/Rég. (O/N)	Revue Préalable ou a Posteriori	Forfait ou Devis Quantitatif	Date estimée Disponibilité DAO	Date estimée Remise Offres
Réhabilitation des Bâtiments des Ministère impliqués dans la Province de Bandundu (Lot 1:Territoire de Bulungu et Lot2 : Territoire de Massimanimba )	DAON 10RR	96.932,25	AON	NA	NA	Priori	Devis Quant.	7/05/2011	15/06/2011
Construction des Locaux de Démonstration (Territoires de Bulungu et Masimanimba)/Province de Bandundu	DAO 11R	130.000,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	02/05/2011	15/06/2011
Construction des Ouvrages d'Art de Plus de 10 ml (Lot 1 Pont LUANZA : 12ml /Territoire Seke Banza (BC), Lot 2 Pont LOKWA:16 ml /Territoire de Bulungu (BDD),	DAO 055	120.643,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	25/02/2011	15/04/2011
Construction des Ouvrages d'Art (Axe Routier Kilengi -Mbatasia/BC (10 Lots)	DAO 049	293.000,91	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	23/12/2010	06/01/2011
Construction des Ouvrages d'Art (Axe Routier Kenge/BC (8 Lots)	DAO 054	280.000,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	21/01/2011	08/02/2011

Réhabilitation des Pistes Rurales dans le Territoire de Masimanimba (10 Lots)/BDD	DAO 038	150.000,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	23/11/2010	03/12/2010
Amenagement des Sources d'eau dans le Bas - Congo (18 Lots)	DAO 035	120.000,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	28/03/11	15/04/2011
Construction de Marché de Gungu Cité/BDD	DAO 046	70.375,33	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	21/01/2011	08/02/2011
Construction des Entrepôts dans le BDD (5Lots)	DAO 048	134.048,25	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	24/03/2011	15/04/2011
Construction des Latrines dans le Territoire de Gungu/BDD (5 Lots)	DAO 050	130.000,00	CE	NA	NA	Posteriori	Devis Quant.	24/03/2011	15/04/2011
<b>Coût Total</b>		1.524.999,74							

Plan vs. Actuel	Dossiers d'appels d'offres (DAO)		Période de soumission		Evaluation des Offres		Attribution du Contrat			Exécution du Contrat	
	Date Transmission DAO	Date Non-objection	Date Publication AAO	Remise-Ouverture des Offres	Rapport Evaluation Offres	Date Non-objection	Montant Contrat en UCA(000)	Date Attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Achèvement
Plan											
Actuel	09/05/2011	13/05/2011	14/05/2011	15/06/2011	15/07/2011	08/08/2011	62.502,43	09/08/2011	12/08/2011	01/09/2011	01/12/2011
Plan											
Actuel											
Plan											
Actuel	NA	18/05/2011	25/05/2011	15/06/11	03/07/11	14/07/2011	122.297,04	14/07/2011	27/07/2011	12/08/2011	12/01/2012

Plan											
Actuel	NA	15/04/2011	31/03/2011	15/04/2011	30/04/2011	06/05/2011	104.748,25	06/05/2011	13/05/2011	28/05/2011	28/08/2011
Plan											
Actuel	NA	26/12/2011	28/12/2011	06/01/2011	21/01/2011	21/01/2011	196.381,31	22/01/2011	25/01/2011	08/02/2011	08/05/2011
Plan											
Actuel	NA	22/01/2011	24/01/2011	08/02/2011	24/02/2011	28/02/2011	277.683,67	28/02/2011	09/03/2011	22/03/2011	22/06/2011
Plan											
Actuel	NA	24/11/2010	26/11/2010	03/12/2010	21/12/2010	21/12/2010	138.317,69	28/12/2010	03/01/2011	18/01/2011	18/04/2011
Plan											
Actuel	NA	29/03/2011	31/03/2011	15/04/2011	30/04/2011	03/05/2011	110.705,05	03/05/2011	10/05/2011	25/05/11	25/08/2011
Plan											
Actuel	NA	22/01/2011	24/01/2011	08/02/2011	24/02/2011	28/02/2011	68.232,18	28/02/2011	09/03/2011	22/03/2011	22/06/2011
Plan											
Actuel	NA	25/03/2011	31/03/2011	15/04/2011	02/05/2011	03/05/2011	97.063,34	03/05/2011	10/05/2011	25/05/2011	25/08/2011
Plan											
Actuel	NA	25/04/2011	31/03/2011	15/04/2011	03/05/2011	06/05/2011	122.101,08	06/05/2011	13/05/11	28/05/11	28/08/2011
Plan											
Actuel							1.300.030,04				

AAO : Avis d'appel d'offres

Note 2.

(Informations Supplémentaires concernant

Acquisition de Travaux, tel que Pré-qualification

ou tout autre arrangement particulier d'acquisition)

## PLAN DE PASSATION DES MARCHES

### 1. Généralités

Remplir seulement les cellules grises

Pays/Organisation :	République Démocratique du Congo
Projet/Programme :	PARSAR
N° Prêt :	2100 15000 7697
N° Don :	2100 15500 2367
Agence d'Exécution, Adresse :	CELLULE D'EXECUTION DU PROJET (CEP)
Date d'approbation du Plan de passation des marchés :	
Date de l'Avis Général de Passation de marchés :	
Période couverte par ce Plan de PM :	Mars 2011 à Mars 2012

## CONSULTANTS

2. Seuil Examen Préalable : Décisions sur les acquisitions faisant l'objet d'examen préalable par la Banque tel qu'indiqué dans le Rapport d'évaluation

Mode d'acquisition	Examen Préalable Seuil (équival. UC)	Commentaires
1. SBQC (Firmes)		
2. Entente directe / Firmes / Individuels		
3. Consultants individuels		
4. Sélection basée sur les Qualifications		
5. Formations		



Plan vs. Actuel	Evaluation Technique (T) - Financière (F) & Négociations						Attribution du Contrat			Exécution du Contrat	
	Transmission Rapport Evaluation (T)	Non-objection Rapport Evaluation (T)	Ouverture Propositions Financières	Transmission Rapport Eval. (T & F)	Transmission Résultats Négociations	Non-objection Attribution & Négociations	Montant Contrat en UC (000)	Date Attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Achèvement
Plan						15/03/2012		16/03/2012	20/03/2012	10/05/2012	30/06/2012
Actuel	02/12/2011	16/02/2012	25/02/2012	08/03/2012	08/03/2012						
Plan											
Actuel											
Plan											

Note 3  
 (Informations Supplémentaires  
 concernant  
 l'acquisition de Consultants ou tout  
 autre arrangement particulier)